

Postface : quel monde après la pandémie ?

 dorif.it/reperes/alida-m-silletti-postface-quel-monde-apres-la-pandemie/

Alida Maria Silletti

Ce numéro thématique consacré à l'analyse du discours en temps de pandémie a permis de relever des mécanismes discursifs propres à la situation de pandémie actuelle et d'ouvrir des pistes de réflexion sur le contexte français et, en parallèle, sur les contextes italien et suédois, avec également une « vision d'ailleurs » dans le contexte brésilien. Les recherches menées par les neuf auteurs et auteurs nous permettent cependant d'envisager également les enjeux majeurs que les gouvernements devront prendre en compte lors de la post-pandémie.

Ainsi, alors qu'on était encore en pleine pandémie, la communauté scientifique, la politique, l'économie, la société et l'opinion publique s'interrogeaient déjà sur « le monde post-pandémie » et sur ses priorités. Le ministre des Affaires étrangères italien Luigi Di Maio déclarait aux *Échos* le 30 novembre 2020 : « La reprise économique post-pandémie sera une priorité de la présidence italienne du G20 »[1]. Faut-il y voir le fruit du hasard ? L'Italie abrite en 2021 le G20[2] ; l'Italie, le premier pays européen frappé de plein fouet par la pandémie dès fin janvier 2020[3], est chargée de faire démarrer la reprise économique post-pandémie de concert avec ses partenaires européens et internationaux.

1. L'expert pendant la pandémie... et après ?

S'il est assez facile de situer le début de la pandémie de Covid-19 au moment où l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) atteste la propagation mondiale de cette nouvelle maladie, à savoir le 11 mars 2020[4], il n'en va pas de même pour le moment où la post-pandémie voit le jour. Son début oscille entre l'été 2020, lorsque le coronavirus semble ralentir sa course (mais pour reprendre ensuite avec une force accrue dès l'automne 2020) et la recherche de candidats-vaccins efficaces contre la maladie. Mais en fait il est possible de situer le début de la post-pandémie au 21 décembre 2020, quand la Commission européenne « autorise le premier vaccin sûr et efficace contre la COVID-19 »[5] – quelques jours auparavant, le 17 décembre, la Présidente Ursula von der Leyen annonce la campagne de vaccination dans l'UE à partir du 27 décembre 2020.

D'un côté, par l'essor de la pandémie, le fonctionnement (inter)discursif de l'espace public[6] est caractérisé par un appel à l'unité nationale dans plusieurs pays de l'UE, dont la France et l'Italie. L'enjeu est de se rassembler autour de l'« ennemi invisible » pour le combattre ensemble. Une « guerre »[7] commence au sein de pays et de gouvernements qui sont initialement impréparés face à ce nouveau et grave danger, qui démarre en

France à la mi-mars 2020. Ainsi le gouvernement français se dote-t-il, peut-être sur le modèle du « *Comitato tecnico scientifico* » italien constitué officiellement par décret du 5 février 2020, d'un « Conseil scientifique Covid-19 », créé le 10 mars 2020 et officialisé par décret du 3 avril 2020. Celui-ci doit permettre « au gouvernement de disposer des dernières informations scientifiques afin de l'aider dans ses décisions »[8]. Des experts scientifiques commencent alors à occuper les pages – aussi bien papier que numériques – des titres de presse, les plateaux de télévision et les réseaux sociaux pour mettre leur expertise au service d'un gouvernement et surtout d'une population déboussolés.

De l'autre côté, le recours constant aux scientifiques est contrebalancé, dès mai 2020 – lorsque le confinement et les premières restrictions sont levés –, par des positions différentes, même contraires, à celles qui avaient caractérisé la première vague de l'épidémie. On assiste alors à l'émergence de contre-discours tant au niveau politique que, surtout, au niveau scientifique et médical par le biais de déclarations, de lettres ouvertes[9] ainsi que d'ouvrages[10] sur les fausses informations que l'OMS et ses agences nationales auraient véhiculées. Celles-ci seraient issues d'autres scientifiques qui s'appliquent à diffuser des informations « autres » et non-vérifiées, voire des *infox* sur le coronavirus, sur sa propagation, sur les dispositifs de protection individuelle – dont le masque en particulier –, sur la manière de le combattre et de guérir de la maladie[11]. D'où deux réactions contraires : si d'une part le scientifique entre non seulement dans le politique mais aussi dans le quotidien de la population, son discours est d'autre part remis en cause par une partie de celles et ceux qui en font partie, pouvant aller jusqu'à la transmission de « contre-vérités » (CHARAUDEAU 2020[12]). À cet égard, on rappelle les positions du Pr Didier Raoult (voir à ce propos MOIRAND ; SILLETTI dans ce numéro), reprises et diffusées, entre autres, par le RN et par Marine Le Pen.

Ainsi peut-on remarquer le rôle incontournable des experts de différentes branches de la médecine (virologues, biologistes, experts en épidémiologie, entre autres) à l'égard de la Covid-19 pour « guider l'action publique en identifiant les grands enjeux stratégiques de la lutte contre l'épidémie » (BENAMOZIG 2020 : en ligne) dans les toutes premières phases de l'urgence sanitaire, mais aussi pour aider les représentants des gouvernements à identifier et à adopter les stratégies les plus efficaces pour la société en termes de santé publique (LAVAZZA, FARINA 2020). Pour autant, on peut se demander si le recours à l'expertise scientifique, à laquelle la population est désormais accoutumée et qu'elle a apprise à connaître *via* les médias traditionnels et en ligne, à laquelle faire confiance grâce au « savoir savant » (CHARAUDEAU 2020 : 28) que le scientifique détient et met à disposition de la communauté, sera limité à l'urgence pandémique de Covid-19 et à ses variants ou bien s'il sera gardé sur le long terme. Dans ce cas, les conseils des scientifiques pourraient accompagner les choix gouvernementaux en matière de santé publique, comme cela apparaît dans des interrogations telles que « la vie après la Covid-19 »[13], ou même pour remédier aux failles des dispositifs nationaux de prévention, de veille et de réponse opérationnelle des experts à côté de la politique (NOUAILLE-DEGORCE 2020 : 16).

2. Pandémie et participation citoyenne : vers l'élection présidentielle de 2022

C'est un fait : la participation des citoyennes et des citoyens aux décisions politiques et à celles que les élus et les élus ont prises par le biais des experts scientifiques dans la gestion de la pandémie a radicalement changé jusqu'à être parfois annulée suite à l'urgence sanitaire. On observe alors une remise en cause de la démocratie et de la participation citoyenne à la vie politique, comme les scrutins de 2020 et de 2021 en témoignent. Tel a été le cas des élections municipales des 15 et 22 mars 2020 en France, qui ont été maintenues *in extremis* et par rapport auxquelles « [d]ans le contexte de l'épidémie de coronavirus [...], le Gouvernement prend toutes les dispositions pour permettre la continuité de la vie économique et sociale de la Nation, et favoriser la résilience de la communauté nationale » (Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 9 mars 2020 sur l'organisation des élections municipales[14]). Résultat : un taux d'abstention record[15] de 55,36% au premier tour, l'épidémie ayant détourné la participation électorale des Français en dépit des mesures de prévention prises par le gouvernement, mais dans un contexte déjà marqué par l'interruption de plusieurs activités et la fermeture des écoles[16]. Ce résultat n'est cependant que le premier qui met en évidence que la crise pandémique est associée à une crise de la participation citoyenne aux décisions de la Nation par la voie du vote. Et ces résultats ne sont par ailleurs pas différents au second tour, qui ne s'est pas déroulé, comme prévu, le 22 mars 2020, mais le 28 juin 2020. Ainsi, malgré une situation sanitaire qui est en cours d'amélioration, ce tour est caractérisé par un nouveau record à la baisse : moins de 40%[17]. C'est donc l'abstention le véritable gagnant de ces élections, les dernières de 2020.

Le tournant semble être représenté par les élections départementales et régionales de mars 2021, reportées aux 20 et 27 juin 2021, premier véritable rendez-vous post-pandémie en France, dans un contexte pandémique marqué par des réouvertures, y compris celle des frontières nationales. Il s'agit également du premier rendez-vous français qui se déroule après l'arrivée des vaccins. Les sondages sur les intentions de vote des Français à ces élections, diffusés par les médias, verraient une poussée du Rassemblement national (RN) et de possibles fusions au second tour pour essayer de ralentir sa course. En particulier, le RN l'emporterait au premier tour des élections régionales dans six des douze régions françaises métropolitaines (alors qu'il n'avait remporté aucune région au scrutin précédent), les six autres étant du ressort de la droite et du centre, la gauche devant par contre « se contenter de places d'honneur »[18]. L'enjeu est important pour tout parti et mouvement politique, mais surtout pour le RN, d'autant plus que ce scrutin est le dernier avant l'élection présidentielle de 2022 et que le parti présidentiel, La République en marche, n'est favori dans aucune région.

En dépit des sondages, c'est encore une fois l'abstention qui remporte ces élections, la participation électorale au premier et au second tours étant, respectivement, de 66,74% et de 65,7% malgré le message lancé par le Premier ministre Jean Castex au lendemain du premier tour de se rendre aux bureaux de vote. Le second vainqueur est la stabilité, autrement dit la réélection de presque tous les élus sortants. De plus, parmi ceux qui ont voté, la tranche des 18-24 ans est celle qui a le moins voté. S'il est incontestable que des

raisons conjoncturelles peuvent avoir pesé sur ces résultats – le retrait de la plupart des restrictions ainsi que le début de l'été et des vacances, donc une liberté d'aller et venir retrouvée –, il faudrait s'interroger sur la participation citoyenne aux décisions politiques et à la politique elle-même sur le bref et le moyen termes. La participation démocratique aux décisions du gouvernement, déjà très affaiblie par la pandémie, diminue surtout auprès des jeunes. D'un côté, il semble que les jeunes soient de plus en plus intéressés à une participation politique en ligne favorisée par le numérique et par les réseaux sociaux[19] ; de l'autre, ils n'ont pas répondu à l'appel au vote sur les réseaux sociaux lancé par le gouvernement dans l'entre-deux-tours. Ce sont pourtant les jeunes les premiers destinataires du plan de relance européen (et des plans de relance et résilience nationaux) « Next Generation EU », mais en fait ceux qui ont le plus souffert des conséquences de la pandémie au niveau économique et social.

Quant aux partis et mouvements politiques qui ont remporté ou qui ont perdu ces élections, les résultats soulignent que la propagande politique du RN, caractérisée par la dénonciation d'une gestion de la crise sanitaire catastrophique tant au niveau national qu'europpéen (voir FAVART ; SILLETTI ce numéro) et par l'identification de l'adversaire politique comme déclencheur des crises qui se sont enchaînées suite à l'urgence sanitaire, a probablement manqué d'efficacité – le RN ne remporte aucune région. Ainsi, bien que le scrutin de juin 2021 ait une portée locale et non nationale, et que ces résultats soient également l'effet d'un plus ou moins fort ancrage territorial – très faible dans le cas du parti présidentiel –, il s'identifie à un symptôme des retombées de la pandémie de la Covid-19 sur la participation citoyenne et sur la confiance en la politique de tous bords. Il met par ailleurs en exergue que de nouveaux (dés)équilibres sur l'échiquier politique français sont possibles surtout en vue de l'élection présidentielle de 2022, où il n'est pas certain que, comme Baider (2017 : 91) l'avait relevé suite à la présidentielle de 2017,

[d]e fait, le succès de Marine Le Pen auprès d'électeurs de classes sociales fortement variées et qui d'ordinaire ne voteraient pas FN [...] laisse à penser que la situation est plus complexe : elle semble avoir assuré une dynamique de présidentiable, profitant des circonstances politiques et économiques qui favorisent une poussée vers la droite et ayant corrigé en partie son ethos préalable déficitaire ».

Or, le vote des Françaises et des Français des 20 et 27 juin 2021 souligne, en dépit de la très faible participation, que ni le parti présidentiel ni le parti qui s'y oppose davantage, le RN, ne sortent vainqueurs de ces élections. Cela au profit de la gauche, qui garde ses positions préalables, mais surtout de la droite gaulliste, autrement dit les deux partis politiques qui ont caractérisé le second tour des élections présidentielles de la V^e République avant 2017, à la seule exception du scrutin de 2002. Personne n'est aujourd'hui en mesure de prévoir si les résultats des élections départementales et régionales de juin 2021 seront l'antichambre de l'élection présidentielle de 2021, mais le

scrutin de 2021 a déclenché des enjeux que les partis et les mouvements politiques français devront désormais assumer à l'échéance de 2022 mais également en vue d'orienter leurs stratégies futures.

Pour conclure, cette postface a mis en évidence quelques contours et détours de la pandémie et surtout de la post-pandémie de Covid-19 en France[20]. À partir des six contributions de ce numéro, de nouveaux équilibres et de nouvelles dynamiques, qui sont destinés à perdurer, sont ainsi apparus à travers l'urgence sanitaire. De ce point de vue, la crise a été un catalyseur de défis que les gouvernements et les institutions n'ont pas l'intention d'arrêter. Tel est le cas de la dématérialisation de l'administration publique en France (et non seulement en France) mais aussi d'une nouvelle organisation du travail. *Télé-enseignement, télémédecine, télétravail* : autant de nouveaux termes ou de termes qui se sont enrichis de nouvelles acceptions suite au contexte pandémique. Ces termes contribuent à enrichir davantage le vocabulaire de la crise sanitaire, déjà très développé dans le domaine médico-sanitaire, et feront l'objet, entre autres, du second volet de ce numéro de « Constellations discursives en temps de pandémie » consacré au lexique.

Références bibliographiques

BAIDER, Fabienne, « "D'ailleurs", point d'orgue dans la stratégie discursive de Marine Le Pen », *La Linguistique*, vol. 53, fasc. 1, 2017, p. 87-106.

BAIDER, Fabienne, SINI, Lorella, « Le complotisme « transnational » et le discours de haine : le cas de Chypre et de l'Italie », *Mots. Les langages du politique*, numéro thématique « Discours de haine dans les réseaux sociaux numériques », n. 125, vol. 1, 2021, p. 15-34.

BENAMOUZIG, Daniel, « Covid-19 et expertise sanitaire. Entretien avec Daniel Benamouzig », *La vie des idées*, 1^{er} juillet 2020, <https://laviedesidees.fr/Covid-19-et-expertise-sanitaire.html> (dernière consultation le 4 juillet 2021).

BOYADJIAN, Julien, « La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles », *INJEPR Notes et Rapports*, n. 6, mai 2020, https://injep.fr/wp-content/uploads/2020/06/Rapport_Boyadjian.pdf (dernière consultation le 4 juillet 2021).

CHARAUDEAU, Patrick, *La manipulation de la vérité*, Limoges, Lambert-Lucas, 2020.

DELFORCE, Bernard, « Discursivité sociale/discours sociaux : penser les enjeux sociaux de l'information », in DELFORCE, Bernard *et al.* (ed.), *Figures sociales des discours. Le « discours social » en perspectives*, Lille, Ed. du Conseil Scientifique de l'Université Charles-de-Gaulle, 2010, p. 23-42.

LAVAZZA, Andrea, FARINA, Mirko, « The Role of Experts in the Covid-19 Pandemic and the Limits of Their Epistemic Authority in Democracy », *Front Public Health*, n. 356, vol. 8, 2020, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7372112/> (dernière consultation le 3 juillet 2021).

NOUAILLE-DEGORCE, Louis, « L'expertise scientifique au défi de la crise sanitaire », *Les papiers de recherche de l'ENA*, octobre 2020, <https://www.ena.fr/Recherche/Publications/Collection-Les-papiers-de-recherche-de-l-ENA> (dernière consultation le 29 avril 2021).

SEMINO, Elena, « “Not Soldiers but Fire-fighters” – Metaphors and Covid-19 », *Health Communication*, vol. 36, n. 1, 2021, p. 50-58.

[1] « La reprise économique post-pandémie sera une priorité de la présidence italienne du G20 », *Les Échos*, 30 novembre 2020, <https://www.lesechos.fr/monde/europe/luigi-di-maio-la-reprise-economique-post-pandemie-sera-une-priorite-de-la-presidence-italienne-du-g20-1269436>.

[2] La présidence italienne du G20 commence officiellement le 1^{er} décembre 2020 pour se poursuivre pendant 2021. L'Italie prend le relais de l'Arabie Saoudite, qui avait présidé le G20 jusqu'au 30 novembre 2020.

[3] On rappelle que deux touristes chinois en vacances en Italie sont détectés à Rome fin janvier 2020, mais le premier « patient zéro » italien est détecté le 21 février 2020 dans la ville de Codogno, près de Milan.

[4] À ce moment-là, la barre symbolique des 100 pays infectés est dépassée.

[5] https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response/highlights/september-december-2020_fr.

[6] Nous considérons, suivant Delforce (2010), l'espace public « comme lieu d'exercice de la parole publique, comme lieu de production et de circulation sociale du sens et comme lieu de débats relatifs à la mise en discours du social » (p. 58-59).

[7] Comme cela était prévisible, la pandémie a vu la floraison de métaphores, dont celles du domaine militaire, parmi lesquelles celles de la guerre sont les plus répandues (voir entre autres SEMINO 2021).

[8] https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/reglement_interieur_cs.pdf.

[9] Rappelons, par exemple, la lettre ouverte à l'OMS, en juillet 2020, de 239 experts provenant de 32 pays sur la possible transmission du virus par voie aérienne, rappelée par *Le Figaro* (« Covid-19 : le coup de gueule de 239 scientifiques contre les recommandations de l'OMS », 07/07/2020, <https://www.lefigaro.fr/sciences/covid-19-le-coup-de-gueule-de-239-scientifiques-contre-les-recommandations-de-l-oms-20200707>).

[10] Tel est le cas de *Carnet de guerre COVID-19. Le plus grand scandale sanitaire du XXI^e siècle*, publié en février 2021 par Didier Raoult.

[11] La (hydroxy)chloroquine en est l'exemple le plus évident et le plus connu, considéré comme un « médicament-miracle » en France, entre autres par le Pr Didier Raoult (mais également par les partis politiques qui le supportent, dont le RN), opposé au reste de la communauté scientifique, comme le montre Moirand (ce numéro) dans les polémiques rapportées par la presse française.

[12] Charaudeau (2020 : 45) inscrit dans les « contre-vérités » les « *fake news* et *infox*, qui circulent dans les réseaux sociaux, et qui prétendent avoir la force de vérité du groupe qui l'énonce ».

[13] Rappelons, à ce propos, l'entretien de Michel Augier à *Ouest-France* du 27 janvier 2021, « À quoi ressemblera la vie après le Covid-19 ? », <https://www.ouest-france.fr/leditiondusoir/2021-01-27/a-quoi-ressemblera-la-vie-apres-le-covid-19-3ee87422-9d3d-4fab-a706-afcd8de22b5a> (dernière consultation le 5 juillet 2021) ou l'article des *Échos* du 4 mai 2021 sur l'avenir de la protection sociale (« Opinion | Quel système de protection sociale pour l'après-Covid ? », <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-quel-systeme-de-protection-sociale-pour-lapres-covid-1312076>, dernière consultation le 5 juillet 2021).

[14] <https://mobile.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-elections/Elections-municipales-2020/Organisation-des-elections-municipales-des-15-et-22-mars-2020-en-situation-d-epidemie-de-coronavirus-COVID-19> (dernière consultation le 3 juillet 2021).

[15] On rappelle que, comme Sophie Moirand l'a remarqué dans son article (ce numéro), « record », qui relève du sport, passe également à d'autres domaines, y compris celui de la pandémie et, nous ajoutons, celui du contexte électoral.

[16] https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/03/15/municipales-une-participation-faiblissime-au-premier-tour-de-l-election_6033168_823448.html (dernière consultation le 3 juillet 2021).

[17] <https://www.vie-publique.fr/en-bref/274840-second-tour-des-elections-municipales-2020-dimanche-28-juin> (dernière consultation le 4 juillet 2021).

[18] « Régionales : carte des intentions de vote au premier tour », 18 juin 2021, https://www.lepoint.fr/elections-regionales/sondages/regionales-carte-des-intentions-de-vote-au-premier-tour-18-06-2021-2431655_4352.php (dernière consultation le 4 juillet 2021).

[19] Consulter, à ce propos, Boyadjian (2020).

[20] Ces contours/ détours de la pandémie peuvent être élargis à d'autres domaines pour en observer le fonctionnement, tels que celui de l'immigration, apparemment mis de côté en pleine urgence sanitaire mais désormais réapparu même suite aux nouveaux débarquements dans la Méditerranée (voir à ce propos, entre autres, Baider et Sini (2021)), ou bien celui des limitations aux droits et libertés de chacun à cause des restrictions sanitaires et des confinements, pour n'en citer que quelques-uns.

Per citare questo articolo:

Alida Maria SILLETTI, « Postface » , *Repères DoRiF*, n. 24 – *Constellations discursives en temps de pandémie*, DoRiF Università, Roma luglio 2021,
<https://www.dorif.it/reperes/alida-m-silletti-postface-quel-monde-apres-la-pandemie/>

ISSN 2281-3020



Quest'opera è distribuita con Licenza Creative Commons Attribuzione – Non commerciale – Non opere derivate 3.0 Italia.